

## Crépuscule du « parler vrai »

13 novembre 2005



On s'est, ces derniers jours, beaucoup offusqués - et ce parfois jusque dans les rangs de la majorité - du mépris que manifestent des expressions telles que « racaille » ou « gangrène » appliquées à des jeunes vivant dans des Zones urbaines sensibles, que l'on nous pardonne alors, si sans surenchérir dans cette voie, nous choisissons plutôt d'attirer l'attention sur une autre dimension du problème.

Selon certains, lorsque Nicolas Sarkozy use de tels termes, il « parle vrai » ; il aurait le mérite d'« appeler un chat un chat ». Nous devrions même lui savoir gré de faire ainsi émerger au niveau du discours politique les problèmes tels que se les posent les gens qui les vivent. Nicolas Sarkozy, en d'autres termes, nous donnerait l'occasion d'en finir avec la « langue de bois » et certaines délicatesses sémantiques qui ne seraient vraiment plus de saison.

C'est aussi en revendiquant le droit à un « langage de vérité » que le philosophe Alain Finkielkraut s'est autorisé, dernièrement, à égrener un chapelet d'absurdités rageuses contre les jeunes émeutiers de nos banlieues qu'il déguise, pour les besoins d'un entretien accordé au quotidien israélien *Haaretz* (édition, en anglais, du 18 novembre), en militants forcenés d'un « pogrom anti-républicain », portés par une « radicalisation islamiste » et un anti-sémitisme façon Dieuonné [1] : « Il faut être clair, explique-t-il. C'est une question très délicate et nous devons nous efforcer de tenir un langage de vérité. Nous avons tendance à craindre le langage de la vérité pour de « nobles » raisons. Nous préférons parler de « jeunes » plutôt que de « noirs » ou d'« arabes ». Mais quelle que soit la noblesse de ces raisons, elles ne justifient pas qu'on leur sacrifie la vérité [2] Or dire ici la vérité, selon Alain Finkielkraut, serait reconnaître que les émeutes ne sauraient s'expliquer par leur « dimension sociale », mais constituent une « révolte de nature ethno-religieuse » [3] menée avec la complicité aveugle des « anti-racistes », « bobos, sociologues et travailleurs sociaux » qui « récuse ce langage de vérité ». La guerre au racisme que ces derniers prétendent mener se transformerait, selon lui, en une « idéologie hideusement fautive » et « l'anti-racisme sera au XXIème siècle ce que le communisme fut au XXème » [4] Telles sont donc les directions dans lesquelles peut conduire ce « parler vrai » de bien étrange facture. C'est un « parler vrai » qui s'acharne à suggérer que des forces idéologiques (les tabous, la bien-pensance, le « politiquement correct », l'anti-racisme, le droit-de-l'homme, etc.) conspirent pour nous dissimuler la vérité. L'espace public du discours se révèle alors pour ce qu'il est : l'arène politique par excellence.

Ce point, le Ministre de l'Intérieur l'a fort bien compris : le discours est bien un élément fondamental de l'action politique. Ce pourquoi, il ne manque pas une occasion de mener d'abord à ce niveau son combat politique. Le plus intéressant toutefois n'est pas qu'il ait conscience de l'importance du discours. Ce qu'il faut surtout noter c'est que Nicolas Sarkozy et Alain Finkielkraut ont en commun le fait de prétendre tous deux vouloir fourbir, contre certaines élites rassemblées et bien-pensantes, un audacieux « langage de vérité ». Au-delà, on observe bien sûr de nettes différences. Non seulement, les coups de butoir verbaux auxquels se livre le Ministre de l'Intérieur ne sont pas de même nature que ceux auxquels s'abonne Alain Finkielkraut, mais en outre les propos ministériels relèvent d'une stratégie et apparaissent tout à fait contrôlés. S'ils choquent souvent, ils n'entament pas encore - remarquons-le - sa popularité et ce, notamment, dans les Zones urbaines sensibles où vivent les principales victimes de ces affrontements. N. Sarkozy le sait bien et il en joue non sans succès. C'est la raison pour laquelle il paraît important de s'intéresser précisément à cette figure revendiquée du « parler vrai ».

Forme ultime de la démocratie d'opinion, le sarkozysme consiste en premier lieu à dire ce que « les gens » disent. Il entend parler au nom du « pays réel », qu'il a beau jeu d'opposer au « pays virtuel » [5] et se place ainsi dans la lignée de cette droite dure prompte à se reconnaître en Charles Maurras lorsque celui-ci opposait « pays réel » et « pays légal » - en Angleterre, on appelle cela « Dog whistle politics » [6] N'hésitant pas à prendre le risque de déclencher des coups de grisous sociaux, il s'adonne et il s'abonne au « parler simple », au « parler cru », figure en fait dégénérée du « parler vrai » de lointaine mémoire. L'originalité de Nicolas Sarkozy est tout entière dans le ton du discours. Nous avons déjà eu les « sauvages », il s'applique donc à parler « neuf » autrement, en se jouant des limites de la convenance politique (et de la responsabilité qu'elle implique) et parfois même en brouillant, par ses expéditions verbales, les clivages politiques usuels ; axer son discours sécuritaire sur l'expulsion d'une poignée d'«

étrangers », c'est sa stratégie à lui pour se « faire » populaire. Au bout de toutefoix, quel avantage en retire la population ?

Il fut un temps où « parler vrai » signifiait dire aux citoyens et citoyennes du pays ce qu'ils n'avaient pas tous forcément envie d'entendre ; cela signifiait vouloir « parler plus près des faits ». C'était une forme de courage politique. Ce n'est évidemment pas une forme de courage que d'aller à Argenteuil, solidement escorté, parler de « racaille » et de « gangrène ». Qu'est-ce qu'aurait été alors, dans un tel cas, le courage d'un « parler vrai » ?

Le « parler vrai » aurait tout d'abord consisté à rappeler que, selon l'enquête emploi 2003 de l'INSEE, le taux de chômage est nettement plus élevé dans les 751 Zones urbaines sensibles (ZUS) que sur le reste du territoire : de 19,8 % dans les ZUS, il est de 9,9% ailleurs - et que dans certains quartiers, ce chômage frappe près de 45% des 15-24 ans ! ; le courage aurait été de rappeler que cette criante inégalité n'est pas qu'une affaire de niveau de formation, puisque, à même niveau de diplôme, le nombre de chômeurs est proportionnellement plus important dans les ZUS : sans diplôme, il y est de 25%, alors qu'il est de 14,8 % ailleurs ; avec un BEPC, dans les ZUS, on a 21,6 % de chômeurs ; hors ZUS, le chiffre tombe à 10,9 % ; et les choses s'améliorent à peine tout en haut de l'échelle des diplômes, puisque, au-delà d'un Bac + 2, le chômage est encore de 11,7% dans les ZUS et de 6% ailleurs.

« Parler vrai », ce n'est pas se contenter de faire habilement écho au propos d'une ménagère, sans doute légitimement outrée, qui, de sa fenêtre, déplore l'omniprésence de la « racaille ». « Parler vrai » aurait été au contraire de faire la part des choses en rappelant ces faits, non seulement à ce moment là, mais aussi, et surtout, dans les jours qui suivirent. La cécité sociale, voulue ou subie, n'est d'ailleurs pas toujours payante. Aujourd'hui, nous savons en effet que les émeutiers n'étaient pas tous des racailles, loin de là [7] ni des islamistes radicaux ni même des individus manipulés par des réseaux fondamentalistes [8]

Cela dit, le « parler vrai » ne saurait se cantonner au registre de la simple description. « Parler vrai » implique aussi de ne pas faire le choix si systématique d'*agir faux*. Or, de ce point de vue, la Cour des comptes, dans son rapport, publié en juin 2004, portant sur l'exécution des lois de finance pour 2003, rappelle des choses toutes simples : l'effectif réel des adjoints de sécurité (ADS), mobilisés dans le cadre des dispositifs de police de proximité, a été nettement revu à la baisse, passant, au plus fort du recrutement, de 16011 adjoints de sécurité, en 2000, à 11692 en 2003. Ce rapport rappelle que les lois de finance autorisaient en 2000, 2001 et 2002, 20 000 emplois d'ADS, alors que la loi de finance initiale pour 2004 ramène cette autorisation à 11 300. C'est donc à juste titre que la Cour des comptes constate que « la diminution répétée de l'effectif réel [vient] en contradiction avec les perspectives d'évolution envisagées par le ministère qui considère que l'apport en terme d'effectifs d'adjoints de sécurité est indispensable pour le fonctionnement des services de police. » Pour placer les choses sous un jour plus favorable, on ne peut même pas évoquer les bénéfices du redéploiement des forces de l'ordre. La Cour des Comptes note en effet que « l'évolution des effectifs des fonctionnaires et agents de police nationale par département sensible n'est pas homogène. Certains départements ont un effectif au 1er janvier 2004 inférieur à l'effectif au 1er janvier 1999 à savoir l'Eure-et-Loir (-3%), l'Isère (-4%), le Bas-Rhin (-1%), le Haut-Rhin (-1,4%), les Hauts-de-Seine (-1,5%), la Seine-Saint-Denis (-0,5%) et le Val de Marne (-1%). » Parler vrai, ce serait donc ici expliquer ces chiffres.

De manière plus générale, ce serait aussi se demander s'il est bien légitime de s'indigner publiquement de l'état du mal-logement en France et, dans la foulée, de participer à l'action d'un gouvernement qui offre à des publics choisis des baisses d'impôt sur le revenu généreuses financées notamment par des diminutions du budget logement. Ce serait aussi s'inquiéter de la précarisation des conditions sociales à laquelle ne vient évidemment pas mettre un terme le « contrat nouvelle embauche » ; ce serait se préoccuper des effets liés aux évolutions actuelles de l'assurance-chômage, que ce soit sur le front de la durée d'indemnisation ou sur celui du contrôle des chômeurs ; ce serait rappeler que le Grenelle des banlieues qu'invoquent certains aujourd'hui, devrait aussi être un Grenelle de l'éducation pour notre pays ; ce serait reconnaître le rôle majeur que jouent, sur le terrain, les associations et la nécessité de les aider dans leur travail plutôt que de les laisser se débattre dans une situation de crise financière sans précédent. [9] L'aide récemment promise à ce titre ne permettra évidemment pas de remailler un tissu associatif aveuglément malmené depuis plusieurs années.

Nicolas Sarkozy estime que, pour se faire comprendre et se rapprocher des Français et des Françaises, il faut se faire simplificateur-en-chef, pratiquer - sous les dehors du simple bon sens - une sémantique de la stigmatisation pour laquelle il faut bien lui reconnaître un certain savoir-faire. Il pense que, ce faisant, il rapproche le discours des politiques du discours des gens. C'est sa manière de comprendre ce que « parler vrai » veut dire. Mais si l'espace public du discours est bien l'arène politique par excellence, il ne s'ensuit pas qu'il faille se contenter des victoires qu'on peut y remporter. Aux plus hauts niveaux de l'État, on serait évidemment mieux inspirés de tenir un peu plus compte des votes de la population et de faire réellement coïncider actes et discours. C'est dans cet acharnement à dire une chose (cohésion sociale ! intégration ! égalité des chances !) pour faire ainsi résolument le contraire que réside la plus dangereuse des fractures. Au final, c'est elle qui explique la crise politique et le climat social actuel auxquels on veut nous condamner.

Photo / © brunoh Fotolia.com

[1] L'article en question est plus nuancé que les extraits retenus ici ou là dans les quotidiens français ne le donnent à penser, mais l'ensemble reste profondément choquant et donne indéniablement prise à l'accusation de racisme

[2] Le propos restitué complètement se présente ainsi : « We need to be clear on this. This is a very difficult question and we must strive to maintain the language of truth. We tend to fear the language of truth, for `noble' reasons. We prefer to say the `youths' instead of `blacks' or `Arabs.' But the truth cannot be sacrificed, no matter how noble the reasons. And, of course, we also must avoid generalizations : This isn't about blacks and Arabs as a whole, but about some blacks and Arabs. And, of course, religion - not as religion, but as an anchor of identity, if you will - plays a part. Religion as it appears on the Internet, on the Arab television stations, serves as an anchor of identity for some of these youths. Unlike others, I have not spoken about an `intifada' of the suburbs, and I don't think this lexicon ought to be used. But I have found that they are also sending the youngest people to the front lines of the struggle. You've seen this in Israel - they send the youngest ones to the front because it's impossible to put them in jail when they're arrested. But still, here there are no bombings and we're in a different stage : I think it's the stage of the anti-republican pogrom. There are people in France who hate France as a republic. » Ces amalgames sont évidemment consternants.

[3] Il affirme : « In France, they would like very much to reduce these riots to their social dimension, to see them as a revolt of youths from the suburbs against their situation, against the discrimination they suffer from, against the unemployment. The problem is that most of these youths are

blacks or Arabs, with a Muslim identity. Look, in France there are also other immigrants whose situation is difficult - Chinese, Vietnamese, Portuguese - and they're not taking part in the riots. Therefore, it is clear that this is a revolt with an ethno-religious character. »«

[4]I think that the lofty idea of »the war on racism« is gradually turning into a hideously false ideology. And this anti-racism will be for the 21st century what communism was for the 20th century. A source of violence.

[5]Le 19 novembre 2005, devant des nouveaux adhérents de l'UMP, il déclarait : « Jamais je n'ai senti un décalage aussi profond entre le pays virtuel, tel qu'il est décrit à longueur d'articles, et le pays réel (...) J'ai voulu m'appuyer sur le pays réel qui a parfaitement compris que nous étions à une minute de vérité. »

[6]Cette stratégie de communication politique consiste à utiliser des termes permettant de susciter l'adhésion de ceux qui savent d'où ils proviennent d'un point de vue idéologique, sans gêner ceux qui l'ignorent ; tout comme on peut utiliser certains sifflets pour appeler son chien...et son chien seulement.

[7]Les mineurs arrêtés et présentés aux juges étaient, dans leur très grande majorité, inconnus des services de police. « Ils sont français, relève un journaliste du *Monde* (édition du 25 nov. 2005), ils ont 16-17 ans, des pères ouvriers ou chômeurs, des mères plus ou moins débordées, des résultats moyens à l'école. Et ils sont, pour la grande majorité d'entre eux, inconnus de la justice. Les mineurs déferés dans le cadre des récentes violences urbaines en Ile-de-France ne correspondent pas au profil décrit par le ministère de l'intérieur, celui de »racailles« dont »80 %« seraient connus pour des faits de délinquance. La police se fonde certes sur le fichier des infractions constatées (STIC), dont toutes ne débouchent pas sur des procédures judiciaires. Mais éducateurs et magistrats soulignent qu'ils n'ont pas eu affaire, ces dernières semaines, au lot commun des mineurs présentés à la justice : il s'agit, cette fois, de jeunes rencontrant plutôt moins de difficultés familiales et davantage scolarisés. La majorité d'entre eux sont inscrits dans des formations professionnelles, souvent en apprentissage. »«

[8]La direction générale de la police nationale (DGPN) est formelle sur ce point : »Evoquer l'influence islamiste n'est pas fondé« et »il n'y a rien pour étayer l'existence d'une organisation des émeutes, qu'elle soit nationale, départementale, ou quoi que ce soit de ressemblant« . »Les RG n'ont recueilli aucun élément permettant pour l'heure d'accréditer la thèse selon laquelle des islamistes manipuleraient« les groupes qui, s'ils peuvent être »organisés en leur sein« , ne sont »pas coordonnés" entre eux*Le Monde*, 4 nov. 2005)

[9]Depuis 2002, on relève, sur ce point, la suppression des emplois-jeunes, la réduction des subventions accordées par le Ministère de l'Éducation nationale, les diminutions des crédits du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations et du volet social de la politique de la ville, la réduction des aides CDVA (Conseil du développement de la vie associative pour la formation des bénévoles), la diminution de postes FONJEP (Fonds de coopération de la Jeunesse et l'Éducation Populaire), les baisses des subventions nationales Jeunesse et Sports, des crédits d'État consacrés aux Contrats Éducatifs Locaux et des crédits des Caisses d'Allocations Familiales dans ce secteur, etc..

---

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Points de vue](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Crepuscule-du-parler-vrai>